

Accord collectif

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE
POUR LES SALARIÉS NON CADRES
(Ariège et Haute-Garonne)
(20 juillet 2009)**

(Etendu par arrêté du 25 février 2010,
Journal officiel du 5 mars 2010)

**AVENANT N° 3 DU 10 SEPTEMBRE 2014
À L'ACCORD DU 20 JUILLET 2009**

NOR : AGRS1597210M

Entre :

La FDSEA de l'Ariège ;

La FDSEA de la Haute-Garonne,

D'une part, et

L'UPRA CFDT de Midi-Pyrénées ;

La fédération CGT agroalimentaire et forestière ;

La fédération CGC agroalimentaire SNCEA,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Pour se mettre en conformité avec l'avenant n° 3 du 9 juillet 2013 à l'accord national du 10 juin 2008 concernant la protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance, les partenaires sociaux signataires se sont accordés pour procéder à des aménagements de l'accord départemental du 20 juillet 2009. Certaines modifications prennent en compte des dispositions de la loi de sécurisation de l'emploi du 14 juin 2013. Ainsi :

La condition d'ancienneté est ramenée à 6 mois en incapacité temporaire et permanente de travail ;

Les modalités de calcul des prestations en incapacité temporaire et permanente de travail sont modifiées ;

Les conditions de maintien des garanties en cas de suspension de contrat de travail sont modifiées ;

Les dispositions relatives à la portabilité sont intégrées.

Article 1^{er}

Garantie incapacité temporaire de travail

La partie de l'article 4 intitulée « Garantie incapacité temporaire de travail » est remplacée par :

« Sauf dispositions plus avantageuses pouvant bénéficier aux salariés ayant 6 mois d'ancienneté dans l'entreprise ou l'établissement, en cas d'absence au travail justifiée par l'incapacité résultant de la maladie ou de l'accident, professionnels ou non, le salarié bénéficiera d'indemnités complémentaires aux indemnités journalières de sécurité sociale :

- à compter du premier jour d'absence en cas d'accident du travail (hors accident du trajet) ou de maladie professionnelle ;
- à l'issue d'une franchise de 7 jours pour les autres arrêts.

Ce complément de salaire porte l'indemnisation totale brute, indemnités journalières de la sécurité sociale comprises, à 90 % du salaire brut de référence, tranches A et B, pendant une durée variant selon l'ancienneté du salarié :

- supérieure ou égale à 6 mois et inférieure ou égale à 6 ans : 30 jours ;
- supérieure à 6 ans et inférieure ou égale à 11 ans : 40 jours ;
- supérieure à 11 ans et inférieure ou égale à 16 ans : 50 jours ;
- supérieure à 16 ans et inférieure ou égale à 21 ans : 60 jours ;
- supérieure à 21 ans et inférieure ou égale à 26 ans : 70 jours ;
- supérieure à 26 ans et inférieure ou égale à 31 ans : 80 jours ;
- supérieure à 31 ans : 90 jours.

A l'issue de cette première période d'indemnisation, et jusqu'à la fin de la perception des indemnités journalières légales versées par la MSA, le salarié bénéficiera d'un complément de salaire portant l'indemnisation totale brute, indemnités journalières versées par la sécurité sociale comprises, à 80 % du salaire brut, tranches A et B de référence, sans que la période d'indemnisation totale puisse excéder 1 095 jours.

Le salaire de référence est égal à 1/12 des salaires bruts, tranches A et B, soumis à cotisations et perçus par le salarié au cours des 12 derniers mois précédant l'arrêt de travail ou du salaire moyen mensuel brut calculé sur la période travaillée par le salarié si celui-ci a moins de 12 mois d'ancienneté dans l'entreprise.

Le versement du complément de rémunération intervient à condition pour le salarié :

- d'avoir 6 mois d'ancienneté dans l'entreprise ;
- d'avoir justifié par certificat médical dans les 48 heures de cette incapacité ;
- d'être pris en charge par la mutualité sociale agricole (MSA) ;
- d'être soigné sur le territoire français ou dans l'un des autres pays de l'Union européenne.

En tout état de cause, les indemnités journalières dues au titre du présent accord cumulées avec d'autres indemnités ou prestations de même nature ne doivent pas conduire à verser à l'intéressé un montant supérieur à la rémunération nette qu'il aurait effectivement perçue s'il avait continué à travailler.

L'ancienneté prise en compte pour la détermination du droit à l'indemnisation s'apprécie au premier jour de l'absence.

Les indemnités journalières complémentaires sont revalorisées selon les mêmes modalités que les indemnités journalières du régime de base.

Assurance des charges sociales patronales

Les charges sociales dues sur les indemnités journalières complémentaires sont payées par l'organisme assureur à la caisse de MSA et financées par une cotisation "assurance des charges patronales". Les indemnités journalières sont servies nettes de cotisations salariales, de CSG et de CRDS. »

Article 2

Garantie incapacité permanente professionnelle et non professionnelle

Dans la partie de l'article 4 intitulée « Garantie incapacité permanente professionnelle et non professionnelle », les trois premiers paragraphes sont remplacés par :

« Les salariés non cadres ayant 6 mois d'ancienneté dans l'entreprise bénéficient :

- en cas d'invalidité de catégories 2 et 3 reconnue par le régime de sécurité sociale ;
- ou en cas d'incapacité permanente professionnelle, avec un taux d'incapacité permanente au sens de l'article 434-2 du code de la sécurité sociale de 66,66 % et plus ;
- et percevant une rente d'incapacité permanente ou une pension d'invalidité de la MSA,

d'une rente versée chaque mois égale à 20 % du salaire mensuel brut de référence.

Cette rente s'ajoute à celle versée par la mutualité sociale agricole et son versement débute dès le versement de celle de la mutualité sociale agricole. En revanche, elle ne se cumule pas avec les indemnités journalières versées au titre de l'incapacité temporaire.

Le salaire mensuel brut de référence est égal à 1/12 des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail ou du salaire moyen mensuel brut calculé sur la période travaillée par le salarié si celui-ci à moins de 12 mois d'ancienneté dans l'entreprise. »

Article 3

Cotisations

L'article 8.2 « Taux de cotisations et répartitions » est remplacé par :

« Pour tous les employeurs et salariés le taux global des cotisations, comprenant l'assurance des charges sociales patronales, destinées au financement des garanties définies à l'article 3 est fixé comme suit :

- dès l'embauche et sans condition d'ancienneté du salarié, la cotisation correspondant au risque décès s'établit à 0,36 % de la rémunération brute, répartie à raison de :
 - 40 % à la charge des employeurs, soit une cotisation de 0,14 % ;
 - 60 % à la charge des salariés, soit une cotisation de 0,22 % ;
- à compter de 6 mois d'ancienneté dans l'entreprise, le taux global de cotisation est de 1,75 %, réparti de la façon suivante :
 - garantie d'incapacité temporaire correspondant à l'obligation de l'employeur résultant de la loi dite de mensualisation et charges sociales afférentes :
 - 0,63 % à la charge exclusive des employeurs.

Pour l'ensemble des autres garanties, le taux global de 1,12 % est réparti à raison de 60 % à la charge des salariés et 40 % à la charge des employeurs avec arrondi, soit :

- employeurs : 0,45 % ;
- salariés : 0,67 %.

Il est précisé que la couverture des prestations incapacité temporaire, en complément de l'obligation des employeurs, définie à l'article 4, est assurée par une cotisation fixée à 0,45 % prise en charge intégralement par les salariés sur leur participation globale.

	EMPLOYEUR	SALARIÉ	TOTAL
Décès	0,14	0,22	0,36
Garantie incapacité temporaire – Part conventionnelle	–	0,45	0,45
Garantie incapacité permanente	0,31	–	0,31
Total conventionnel	0,45	0,67	1,12
Maintien salaire légal employeurs	0,46	–	0,46
Assurance cotisations sociales patronales	0,17	–	0,17
Total	1,08	0,67	1,75

Article 4

Suspension

L'article 8.4 « Suspension du contrat de travail » est remplacé par :

« Suspension du contrat pour maladie, accident (toutes origines) ou pour maternité, et donnant lieu à versement d'indemnités journalières par le régime de base

En cas d'arrêt de travail pour maladie, accident ou maternité pris en charge par la MSA et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues par le présent accord sont maintenues sans versement de cotisation pour tout mois complet civil d'absence. Si l'absence est inférieure à 1 mois, la cotisation prévoyance est calculée sur le salaire et/ou complément de salaire versé par l'employeur. »

Article 5

Portabilité

Il est ajouté un article 8 *bis* « Portabilité ».

Les dispositions dudit article sont les suivantes :

« Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi. Ces dispositions figurent en annexe pour information.

Pour bénéficier des prestations, le demandeur d'emploi bénéficiant du maintien des garanties doit fournir l'ensemble des justificatifs demandés, auxquels s'ajoute le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues.

Le coût de la portabilité prévoyance donnera lieu, après information aux partenaires sociaux, à une répercussion sur les taux de cotisations du régime en place. Cette répercussion devra faire l'objet d'un nouvel avenant.

Un détail des prestations versées au titre de la portabilité sera communiqué lors de l'établissement des comptes de résultats. »

Article 6

Annexe

Il est ajouté une annexe à la fin de l'accord du 20 juillet 2009.

Dispositions légales sur la portabilité
(art. L. 911-8 du code de la sécurité sociale)

Les salariés garantis collectivement, dans les conditions prévues à l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale, contre le risque décès, les risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne ou liés à la maternité ou les risques d'incapacité de travail ou d'invalidité bénéficient du maintien à titre gratuit de cette couverture en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions suivantes :

1. Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur.

Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant, arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;

2. Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;

3. Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise ;

4. Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;

5. L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article ;

6. L'employeur signale le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail mentionnée au premier alinéa. »

Article 7

Il n'est pas autrement dérogé aux autres articles et conditions de l'accord du 20 juillet 2009 sur le régime de prévoyance des salariés agricoles en Ariège et en Haute-Garonne.

Article 8

Dépôt et extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2015 ou, en cas d'extension postérieure au 31 décembre 2014, le premier jour du trimestre civil qui suit la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension, à l'exception des articles 6 et 7 qui prendront effet à l'entrée en vigueur des dispositions légales auxquelles elles font référence.

Fait à Toulouse, le 10 septembre 2014.

(Suivent les signatures.)